



Revue de presse



Dimanche 08 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement : les secteurs des Finances, des Transports et de l'Intérieur à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, jeudi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs des Finances, des Transports et de l'Intérieur, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les mesures prises par les autorités publiques contribueront à réduire l'inflation

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé mercredi à Alger que les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Direction générale des impôts organisera dimanche des Portes ouvertes sur ses services numériques

La Direction générale des impôts (DGI) organisera, dimanche, des Portes ouvertes nationales sur ses services numériques et les avantages qu'ils offrent, a indiqué samedi un communiqué de la DGI.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Finance islamique : la BNA étudie le financement d'importants projets d'investissement

La Banque nationale d'Algérie (BNA) étudie le financement d'importants projets d'investissement à travers la finance islamique, qui enregistre une croissance encourageante depuis son lancement en 2020, a indiqué à l'APS une responsable de cette banque.

La cheffe de la division de la finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, a précisé que la commission centrale d'étude des financements islamiques au niveau de la banque « étudie le financement d'importants projets », soulignant que la finance islamique avait permis, depuis son lancement le 4 août 2020 jusqu'à la mi-septembre, de « financer des projets en cours de réalisation qui seront dévoilés dans les mois à venir, dans le cadre de la contribution à l'effort de développement de l'économie nationale ».



Les mesures prises par les autorités publiques contribueront à réduire l'inflation

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé mercredi à Alger que les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois.



[Nouvelles wilayas : vers l'ouverture d'agences bancaires](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, mercredi à Alger, que les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois.

Lors d'une séance à l'APN, présidée par Salem Zentar, vice-président de l'APN, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre a affirmé en réponse aux questions des députés concernant le projet de loi de finances rectificative 2023, que la moyenne de l'augmentation des prix a atteint 9,7% en juillet, soulignant que depuis mai dernier, l'indice des prix à la consommation a connu une baisse mensuelle successive.



[Idir Saci, expert de la régulation bancaire et financière : «Accéder au marché de l'Afrique de l'Est»](#)

Des opportunités et des complémentarités entre l'Algérie et les pays de l'Afrique de l'Est existent, afin de développer des flux d'échanges commerciaux.

L'expert de la régulation bancaire et financière, Idir Saci, a donné l'exemple de l'Ouganda. Les deux pays disposent de plusieurs opportunités et complémentarités qui peuvent contribuer au développement des flux commerciaux et des espaces tels que la Zlecaf sont un cadre qui peut rendre visible ces potentialités. Les deux pays disposent d'un emplacement et connectivité régionale stratégique", a-t-il analysé.



[Lutte contre l'inflation](#)

[Faïd présente les remèdes de l'État](#)

Depuis mai dernier, l'indice des prix a connu une baisse mensuelle successive.

Relevant les effets des récentes décisions prises par les pouvoirs publics pour assurer la stabilité des prix des produits à large consommation, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé mercredi à Alger que «les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois».



[Les prix du pétrole plongent](#)

[L'Opep+ réagit](#)

Les pays producteurs ont annoncé être prêts à prendre des mesures supplémentaires.

Le baril de Brent, référence du pétrole algérien, a reculé de plus de 10 dollars en l'espace d'une semaine! Battant ainsi en brèche les prévisions qui l'annonçaient autour des 100 dollars, sinon plus, d'ici la fin de l'année. Ce plongeon inattendu, d'une telle ampleur, a fait réagir l'Opep+.



[Brahim Guendouzi, économiste et chercheur, à L'Expression](#)

[«La nouvelle loi monétaire va secouer le cocotier»](#)

Il faut s'attendre à une reconfiguration du système bancaire.

La promulgation de la loi sur la monnaie et le crédit, n° 23-09 du 21 juin 2023 va donner lieu à plusieurs textes d'application que la Banque d'Algérie aura à adopter sous forme de règlements et d'instructions. Il faut s'attendre à une reconfiguration du système bancaire, grâce à l'introduction de nouveaux mécanismes liés à la mise en place de l'e-banking, la consolidation de la finance islamique ainsi que la dynamisation du marché financier. Aussi, est-il attendu une nouvelle dynamique d'ensemble du système bancaire en termes de management, de concurrence, d'offre de produits bancaires et financiers à la clientèle, de collecte de l'épargne, de financement des investissements et de conseils. Ce sont là les termes de la conférence que Brahim Guendouzi avait animée, ce week-end, au niveau de l'Institut national de management (Insim) de Tizi Ouzou.



[Partenariat Algéro-Européen dans les énergies renouvelables](#)

[Bruxelles dit «oui» à Alger](#)

Il est question «d'étendre la coopération à l'exploration, la production et l'utilisation de matériaux rares».

La 5e réunion qui s'est tenue, ce jeudi, à Bruxelles a été marquée par des signaux extrêmement positifs, quant aux bénéfices que tirera l'Algérie de son partenariat avec

l'Europe. Le dialogue politique enclenché, en 2013, a trouvé, lors de cette session, un réel prolongement politique, en ce sens où l'on entrevoit sérieusement un débouché concret à un partenariat que l'Algérie a toujours appelé de ses vœux face à une Europe, jusque-là réticente. Il y eut, entre-temps, la guerre en Ukraine qui a révolutionné les paradigmes en matière d'énergie. Mais plus que cela, l'on a bien saisi à Bruxelles les messages clairs envoyés par le président Tebboune.



LOI DE FINANCES 2024 : Le nouveau cadrage budgétaire appliqué

En prévision de sa présentation lors d'un prochain Conseil des ministres, l'avant-projet de loi de finances pour 2024, exposé par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a été examiné par le gouvernement, au cours de sa réunion hebdomadaire tenue ce jeudi sous la présidence du Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane.



Direction générale des Impôts : Portes ouvertes sur les services numériques

Dans le cadre de l'intensification de ses efforts portant modernisation de ses services ainsi que dans le cadre de la concrétisation du système d'information, la Direction générale des Impôts organise, demain, des portes ouvertes, au niveau de la direction grandes entreprises et toutes ses directions de wilaya.



Application de la nouvelle loi sur l'investissement : 3411 projets recensés

Le document de politique générale du gouvernement aborde, dans son volet économique, les mesures engagées pour améliorer l'attractivité du climat de l'investissement, citant, notamment, l'adoption du guichet unique, l'assainissement des dossiers d'investissement hérités de l'Andi.

Politique générale du Gouvernement : Les bonnes notes de la réforme bancaire et financière

Dans son document de politique générale, le Gouvernement indique que le réseau bancaire national compte, à fin août 2023, 1.749 agences enregistrant une hausse de 57 agences par rapport à la même période de l'année dernière.

Parlement : Le Premier ministre présente la déclaration de politique générale le 10 octobre

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane présentera, le mardi 10 octobre, la déclaration de politique générale à l'APN. Le document, qui décline sur 106 pages le bilan des activités du gouvernement de l'année écoulée, a été entériné par le Conseil des ministres.



صيرفة إسلامية: البنك الوطني الجزائري يدرس تمويل مشاريع استثمارية هامة

يدرس البنك الوطني الجزائري تمويل مشاريع استثمارية هامة عبر الصيرفة الإسلامية, وذلك بعد تسجيل نمو مشجع لهذا النشاط منذ إنطلاقه سنة 2020, حسبما أفادت به ل/وأج مسؤولة بهذا البنك العمومي.

المجلس الشعبي الوطني: لجنة المالية تدرس التعديلات المقترحة على مشروع قانون المالية التصحيحي 2023

درست لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، اليوم الخميس التعديلات المقترحة على مشروع قانون المالية التصحيحي لسنة 2023، خلال اجتماع ترأسه سعد بغيجة رئيس اللجنة بحضور مندوبي أصحاب التعديلات، حسب بيان للمجلس.



فايد: تدابير الدولة لضمان وفرة المواد الأساسية ودعم أسعارها تقلص من نسبة التضخم

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أن التدابير التي اتخذتها السلطات العمومية لضمان وفرة المواد الأساسية و ضبط و دعم أسعارها. من شأنها أن تقلص بشكل أكبر من نسبة التضخم الذي يشهد تراجعاً متواصلاً منذ عدة أشهر.

وخلال رد وزير المالية على تساؤلات نواب المجلس الشعبي الوطني بخصوص مشروع قانون المالية التصحيحي 2023. أوضح الوزير أن متوسط زيادة الأسعار قد بلغ نسبة 9,7 بالمائة في شهر جويلية. لافتاً إلى أنه وبداية من شهر ماي الفارط فإن مؤشر أسعار الاستهلاك شهد انخفاضاً شهرياً متتالياً.



فتح فروع بنكية في الولايات المستحدثة قريباً

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أن التحضيرات جارية لفتح فروع بنكية في الولايات المستحدثة التي تفتقر لهذه المرافق المالية.

وخلال إجابته على تدخلات بعض النواب أوضح الوزير أن بنك الفلاحة والتنمية الريفية مثلاً له وكالات في الولايات السبع الجديدة. وهي عين صالح والمنيعية وتقرت وتميمون وأولاد جلال والمغير و بني عباس. فيما يمتلك البنك الوطني الجزائري ثلاث وكالات في جانث وتقرت وتميمون و وكالة قيد الإنشاء في عين قزام.



التقرير التكميلي لقانون المالية التصحيحي يُسبِّق المهلة

80 يوما أمام مستوردي الزيت من الخارج للإنتاج محليا

أقرت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني تعديلا واحدا في مشروع قانون المالية التصحيحي، وتبنت آخر عبر التقرير التكميلي، ويتعلق الأمر بتقليص مهلة محوّلَي أو مستوردي الزيت الخام للصوجا لإلزامهم بإنتاجها محليا أو اقتنائها مباشرة من السوق، حيث انتقلت هذه المهلة من 31 ديسمبر 2024 إلى 31 ديسمبر 2023، أي لم يتبق في يد هؤلاء لوقف استيراد الصوجا من الخارج إلا 80 يوما.



لمسايرة فتح وكالات بنكية بالقارة السمراء

فروع إفريقية للشركة الوطنية للتأمين

تعتزم الشركة الوطنية للتأمين توسيع نشاطها إلى الخارج، والوجهة الأولى هي إفريقيا، من خلال فتح فروع لها في مرحلة أولى بالبلدان التي فتحت فيها الجزائر وكالات بنكية.

07/10/2023

À LA FAVEUR DE L'ABONDANCE EN MATIÈRES PREMIÈRES, LA RÉGULATION ET LA SUBVENTION DES PRIX

L'inflation en baisse continue

Estimant que les nouvelles mesures prises par le Gouvernement en vue de réduire le taux d'inflation, visant à assurer l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, le ministre des Finances, **Laziz Faid**, a affirmé que l'inflation en Algérie connaît « une baisse continue depuis plusieurs mois ».



Intervenant devant les députés lors d'une séance organisée mercredi à l'Assemblée populaire nationale, le ministre a entamé sa plaidoirie en mettant en avant les mécanismes adoptés concernant le projet de loi de finances rectificative 2023. À cet égard, Faid a indiqué que « la moyenne de l'augmentation des prix a atteint 9,7% en juillet », rassurant de ce fait en annonçant que « depuis mai dernier, l'indice des prix à la consommation a connu une baisse mensuelle successive ». Outre l'inflation, le ministre des Finances a tenu à rassurer le consommateur algérien, sur l'intérêt porté par ses services sur « la composition du panier, dont plusieurs produits et services subventionnés ». Un acquis, qui selon le ministre s'explique par « l'augmentation de la capacité d'approvisionnement en produits alimentaires et agricoles, au contrôle à la subvention des prix des produits de consommation de base à travers une révision à la baisse du taux

des droits douaniers ». Au titre des droits douaniers, le premier argentier du pays a annoncé « la réduction des droits douaniers de 30% à 5% sur l'importation des viandes bovines et ovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide, ainsi que le bétail vivant importé, avec effet rétroactif, et ce à compter du 1er mars 2023 ». Autre mesure de taille citée par le membre du Gouvernement, « la surveillance des prix et la lutte contre la

spéculation sur les prix des matières premières », ce qui devrait, selon l'intervenant, « réduire l'inflation au cours des mois restants de l'année en cours, à la faveur de prix étudiés et raisonnables, notamment durant le mois sacré de Ramadan afin de préserver le pouvoir d'achat du consommateur ». Pour ce qui est de l'état des importations, Laziz Faid a mis en exergue « les efforts des pouvoirs publics visant à rationaliser les

importations qui ont permis de réduire celles-ci de près de 60 milliards de dollars en 2014 à moins de 39 milliards de dollars en 2022 ». Dans un autre registre, l'intervenant a expliqué, à propos des projets d'investissement gelés dans nombre de wilayas, que le gel a été levé sur 782 opérations réparties sur le territoire national avec des autorisations d'engagement d'une valeur de 1 172 milliards DA ».

Hamid Si Ahmed

ADMINISTRATION DES IMPÔTS

62 services fiscaux digitalisés

S'exprimant à l'APN, sur la modernisation des services fiscaux, le ministre des Finances a confirmé que « l'administration fiscale s'emploie à mettre en œuvre l'engagement n°22 du président de la République, Abdelmajid Tebboune, dans son volet relatif à la digitalisation rapide et complète des services liés à la fiscalité », précisant dans le même volet que « le nombre total de services fiscaux équipés de ce système a atteint 62, dont 41 centres des impôts et 20 centres de quartier. Pour les impôts, outre la Direction des grandes entreprises (DGE) ». Pour rappel, le chef de l'État avait instruit, en début d'année en Conseil des ministres, à l'effet de recourir pour la réalisation de cet objectif vital pour l'État, aux meilleurs experts, compétences nationales et bureaux d'études internationaux ». Tebboune avait affirmé, entre autres, que « l'objectif de la numérisation n'est pas seulement de moderniser les transactions administratives, mais relève de la sécurité nationale et vise à servir le citoyen, notamment à travers la définition exacte des biens de l'État et des individus ».

H.S.A

07/10/2023

BANQUES

Le déploiement dans les nouvelles wilayas en préparation

En réponse aux sollicitations de certains députés concernant l'absence d'agences bancaires au niveau de certaines wilayas nouvellement créées, le ministre des Finances, Laziz Faid, a fait savoir que « les préparatifs étaient en cours en vue d'ouvrir des agences bancaires dans les wilayas dépourvues de ces structures financières ». Il a ajouté, dans ce contexte, que « la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) à titre d'exemple disposait d'agences dans les sept wilayas nouvellement créées à savoir In Salah, El-Menia, Touggourt, Ouled Djellal, El-Meghaier et Beni Abbès, et la Banque nationale d'Algérie (BNA) de trois agences à Djanet, Touggourt et Timimoune outre une agence en cours de création à In Guezzam. Une initiative qui pour rappel, intervient dans le cadre du plan de développement du réseau commercial et pour une couverture géographique optimale. Par ailleurs, et concernant la diffusion de la banque islamique, rappelons que les banques algériennes entendent accélérer la commercialisation des produits conformes aux principes de la loi islamique, au niveau de leurs agences sur l'ensemble du territoire national.

H. S. A.

DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Benabderrahmane à l'APN mardi

La déclaration de politique générale du gouvernement devra être débattue à l'Assemblée populaire nationale mardi prochain.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - C'est ce que nous avons appris, avant-hier jeudi, auprès d'une source parlementaire qui nous a fait part du dépôt dudit document au bureau de la Chambre basse du parlement le même jour.

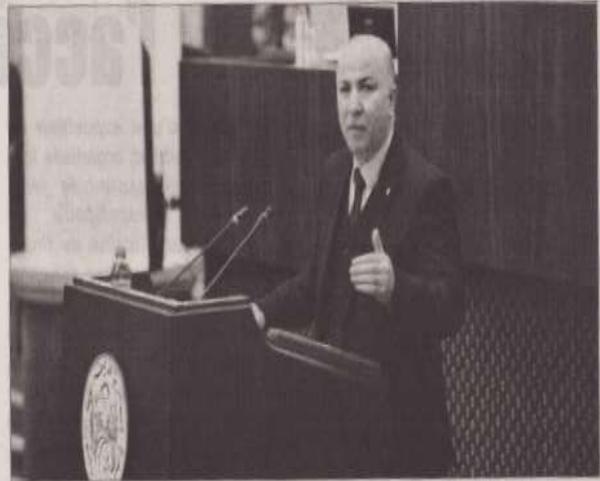
Un document de 100 pages réparti en cinq chapitres dont le plus important est le renforcement de l'État de droit et la bonne gouvernance, la promotion du renouveau économique, en sus d'un chapitre dédié à la promotion du développement humain et de la politique sociale. Le quatrième chapitre est consacré à la politique étrangère alors que le cinquième et dernier chapitre est dédié à la défense nationale.

Il faut rappeler que c'est la Constitution du 1^{er} novembre 2020 qui, dans son article 111, stipule que le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, doit présenter annuellement à l'Assemblée populaire nationale une déclaration de politique générale.

Selon le même article, la déclaration de politique générale est suivie d'une discussion sur l'activité du gouvernement, et cette discussion peut également aboutir au dépôt d'une motion de censure par l'Assemblée populaire nationale conformément aux dispositions des articles 161, 161 et 162 de la Constitution.

La même disposition constitutionnelle ajoute que le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas, peut demander un vote de confiance à l'Assemblée populaire nationale, et dans le cas où le vote de confiance n'est pas approuvé, le Premier ministre ou le chef du gouvernement présentera la démission du gouvernement.

Toujours selon l'article 111 de la constitution, le président de la République peut recourir, avant d'accepter la démission, aux dispositions de l'article 151 de la Constitution, par lesquelles le président de la République



peut décider de dissoudre l'Assemblée populaire nationale ou d'organiser des élections législatives anticipées après consultation. Le président de l'Assemblée populaire nationale,

le président de la Cour constitutionnelle, le Premier ministre ou le chef du gouvernement, selon le cas.

M. K.

LES SÉNATEURS S'OPPOSENT À DES AMENDEMENTS

APPORTÉS PAR LES DÉPUTÉS

Des commissions paritaires pour trois projets de loi

Parce que certaines de leurs dispositions ont fait l'objet de réserves de la part de sénateurs, trois projets de loi débattus la semaine écoulée au niveau du Conseil de la Nation se dirigent tout droit vers l'installation de commissions paritaires.

Dernier projet en date, le projet de loi relatif à la forêt et aux richesses forestières débattu, jeudi dernier au niveau de la Chambre haute du Parlement. En effet, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui a présenté le texte adopté, pour rappel, par les députés, au mois de juillet écoulé, n'a pas hésité à solliciter le coup de pouce des sénateurs, à l'effet de supprimer des amendements apportés par des députés à l'article 27 dudit texte et annulant la classification du bien public forestier et à l'article 163 relatif



à la régularisation des situations des constructions érigées sur des terrains relevant du domaine public forestier.

L'avant-veille, les sénateurs ont signifié leur désapprobation quant à la suppression par les députés d'une partie d'une disposition du projet de loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant des domaines de l'État et destiné à la réalisation de projets d'investissement. Il s'agit

de l'alinéa 8 de l'article 2 dudit texte lié aux autres «terres aménagées relevant des biens privés de l'État, allusion aux terres situées dans les périmètres urbains intégrées dans le parc foncier économique destiné à l'investissement.

Pour le ministre des Finances, Laaziz Faid qui présentait ledit projet, la suppression de ce passage constitue une «atteinte à l'esprit et à la cohésion du texte, notamment

avec les articles 8 et 21 adoptés par les députés en raison de leur corrélation notamment en matière de consécration du droit de préemption sur ces terres». Aussi, a-t-il ajouté, «si ces parcelles ne peuvent être destinées à la réalisation d'équipements et de structures publics comme les polycliniques, les hôpitaux, des écoles de formation, des piscines, des parcs d'attractions et autres salles de sport peuvent accueillir, cependant, des projets d'investissement dans le domaine des services au bénéfice des citoyens au vu des manques en la matière relevés dans certaines régions».

Le troisième texte objet de réserves des sénateurs est le projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres de l'État. Un texte qui propose «un nouveau cadre juridique fixant les mécanismes de protection et de préservation des terres de l'État».

M. K.

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA étudie le financement d'importants projets d'investissement

La Banque nationale d'Algérie (BNA) étudie le financement d'importants projets d'investissement à travers la finance islamique, qui enregistre une croissance encourageante depuis son lancement en 2020, a indiqué à l'APS une responsable de cette banque.

La cheffe de la division de la finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, a précisé que la commission centrale d'étude des financements islamiques au niveau de la banque «étudie le financement d'importants projets», soulignant que la finance islamique avait permis, depuis son lancement le 4 août 2020 jusqu'à la mi-septembre, de «financer des projets en cours de réalisation qui seront dévoilés dans les mois à venir, dans le cadre de la contribution à l'effort

de développement de l'économie nationale».

La valeur des financements durant cette période s'est élevée à 8 milliards de dinars, tandis que les dépôts ont atteint 30 milliards de dinars, avec l'ouverture de 50 000 comptes, a-t-elle fait savoir.

La BNA compte 78 points de vente entre agences et fenêtres de finance islamique au niveau des banques classiques, auxquelles s'ajouteront 5 nouvelles agences avant la fin de l'année,

selon Mme Athamnia, qui a affirmé que d'autres projets étaient prévus pour 2024.

La responsable a indiqué que la tendance à la hausse de l'activité de la finance islamique au niveau de la BNA «nous a incités à investir dans l'ouverture d'agences dédiées exclusivement à cette activité».

Elle a en outre révélé que le nombre de produits de finance islamique de la banque est passé de 9 en 2020 à 15 produits actuellement, ajoutant que d'autres produits seront lancés après l'émission de l'autorisation de commercialisation par la Banque d'Algérie.

Parmi les nouveaux produits, elle a cité «Essalem», dédié au

cycle d'exploitation des entreprises et professionnels, et «Istisna'a», qu'elle a souhaité «voir opérationnel dans les agences avant la fin de l'année».

La responsable a, par ailleurs, souligné l'importance des dispositions de la nouvelle loi monétaire et bancaire, notamment en ce qui concerne l'autorisation d'ouverture de banques islamiques et l'émission de sukuk, ce qui complètera, selon elle, l'édification du système financier islamique, sachant que les sukuk permettront aux banques et aux compagnies d'assurances Takaful d'utiliser les fonds déposés dans le cadre de la finance islamique.

APS

LE MINISTRE DES FINANCES A ABORDÉ LA QUESTION AU PARLEMENT

Le taux d'inflation en baisse depuis des mois

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a annoncé, mercredi dernier, en réponse aux questions des députés sur le projet de loi des finances rectificative 2023, que les mesures prises par les autorités publiques, notamment en assurant l'abondance des matières premières, la régulation et la subvention des prix, contribueront à réduire le taux d'inflation en baisse continue depuis plusieurs mois. Le ministre a ainsi abordé la question très sensible de l'inflation en Algérie, par ailleurs le cauchemar actuel des économies du monde entier en raison de la crise qui y sévit depuis la pandémie de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Si, aussi bizarre que cela puisse paraître, cette question pourtant incontournable a brillé par son absence dans le projet de loi de finances rectificative 2023 (PLFR), il n'en demeure pas moins que le ministre des Finances a levé, à cette occasion, un coin du voile sur cette donnée économique d'une plus haute importance. Sont en cause, en effet, le pouvoir d'achat des ménages, l'investissement et la croissance économique. En réponse aux questions des députés, Faïd a, selon l'APS, souligné que «la moyenne de l'augmentation des prix a atteint 9,7% en juillet, soulignant que depuis mai dernier, l'indice des prix à la consommation a connu une baisse mensuelle successive». S'agissant des prévisions du taux d'inflation pour l'année 2023 qui doit atteindre 7,5%, note l'APS, le ministre a précisé que la composition du panier du consom-

mateur algérien, constitué de plusieurs produits et services subventionnés, a été prise en compte. A l'instar des effets attendus des mesures prévues par le gouvernement «notamment celle liées à l'augmentation de la capacité d'approvisionnement en produits alimentaires et agricoles, au contrôle et au subvention des prix des produits de consommation de base à travers une révision à la baisse du taux des droits douaniers». Il s'agit entre autres de la réduction des droits douaniers de 30% à 5% sur l'importation des viandes bovines et ovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide, ainsi que le bétail vivant importé, outre, a-t-il souligné, «la surveillance des prix et la lutte contre la spéculation sur les prix des matières premières, ce qui devrait réduire l'inflation au cours des mois restants de l'année en cours». Il y a lieu de remarquer le silence de la Banque d'Algérie sur le sujet ou encore l'Office national des statistiques (ONS). Les derniers chiffres connus sur l'inflation évoquent un taux de 9,5% au mois de mai dernier. Selon le bulletin mensuel du mois de juin dernier affichant l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre «une baisse de 0,3% en mai 2023 par rapport au mois précédent, soit une variation proche de celle observée au même mois de l'année écoulée (-0,5% en mai 2022 par rapport à avril 2022). Cette tendance à la baisse (-0,3%), qui intervient après des hausses relevées depuis décembre, est induite particulièrement par

la décroissance des prix des biens alimentaires qui inscrivent un taux de -1,1%. En effet, les prix des produits agricoles frais affichent une baisse de 2,6%, expliquée essentiellement par le recul des prix d'un certain nombre de produits, notamment les légumes (-18,8%), les poissons (-4,1%) et à un degré moindre la viande de poulet (-0,8%). En revanche, les prix des biens alimentaires industriels enregistrent une hausse de 0,7%. Cette hausse résulte du relèvement, quoique modérée, des prix du pain et céréales ainsi que de ceux du lait, des fromages et dérivés qui affichent un taux similaire de +0,4%. Les prix des produits manufacturés se caractérisent par une augmentation de 0,4%, proche de celle observée pour les services, soit 0,5%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de mai 2023, une baisse de 0,1% par rapport au mois précédent. Au mois de mai 2023 et par rapport au même mois de l'année 2022, la variation des prix à la consommation est de +10,1%. Le rythme d'inflation annuel (juin 2022 à mai 2023/juin 2021 à mai 2022) est de +9,5%».

Répondant à des députés ayant soulevé la question des projets d'investissement gelés dans nombre de wilayas, il a fait savoir que «le gel a été, récemment, levé sur 782 opérations réparties sur le territoire national avec des autorisations d'engagement d'une valeur de 1172 milliards de dinars».

A. Benyahia

INVESTISSEMENT

LA BNA ÉTUDIE LE FINANCEMENT D'IMPORTANTES PROJETS

La Banque nationale d'Algérie (BNA) étudie le financement d'importants projets d'investissement à travers la finance islamique, qui enregistre une croissance encourageante depuis son lancement en 2020, a indiqué à l'APS une responsable de cette banque. La cheffe de la division de la finance islamique à la BNA, Amina Athamnia, a précisé que la commission centrale d'étude des financements islamiques au niveau de la banque «étudie le financement d'importants projets», soulignant que la finance islamique avait permis, depuis son lancement le 4 août 2020 jusqu'à la mi-septembre, de «financer des projets en cours de réalisation qui seront dévolus dans les mois à venir, dans le cadre de la contribution à l'effort de développement de l'économie nationale». La valeur des financements durant cette période s'est élevée à 8 milliards de dinars, tandis que les dépôts ont atteint 30 milliards de dinars, avec l'ouverture de 50 000 comptes, a-t-elle fait savoir. La BNA compte 78 points de vente entre agences et fenêtres de finance islamique au niveau des banques classiques, auxquelles s'ajoutent cinq nouvelles agences avant la fin de l'année, selon M^{me} Athamnia, qui a affirmé que d'autres projets étaient prévus pour 2024. La responsable a indiqué que la tendance à la hausse de l'activité de la finance islamique au niveau de la BNA «nous a incités à investir dans l'ouverture d'agences dédiées exclusivement à cette activité». Elle a en outre révélé que le nombre de produits de finance islamique de la banque est passé de 9 en 2020 à 15 actuellement, ajoutant que d'autres produits seront lancés après l'émission de l'autorisation de commercialisation par la Banque d'Algérie. Parmi les nouveaux produits, elle a cité Essalim, dédié au cycle d'exploitation des entreprises et professionnels, et Istisna'a, qu'elle a souhaité «voir opérer dans les agences avant la fin de l'année». R. E.

تدابير لتقليص التضخم بشكل أكبر.. وزير المالية، ضمان وفرة المواد الأساسية وضبط ودعم أسعارها



أكد وزير المالية تعزير هايد مساء الاربعاء بالجزائر العاصمة ان التدابير التي اتخذتها السلطات العمومية لضمان وفرة المواد الاساسية وضبط ودعم اسعارها من شأنها ان تقلص بشكل اكبر من نسبة التضخم الذي يشهد تراجعا متواصلا منذ عدة اشهر.

أوضح الوزير خلال جلسة بالمجلس القومي الوطني ترأسها سالم زنتار نائب رئيس المجلس وبحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان بسمة عزوار ردا على تساؤلات النواب بخصوص مشروع قانون المالية التصحيحي 2023 ان متوسط زيادة الاسعار قد بلغ نسبة 9.7 بالمائة في شهر جويلية لافتا الى انه وبداية من شهر ماي الفارط فإن مؤشرات اسعار الاستهلاك شهد انخفاضها شهريا متتابعا.

وأضاف هايد بشأن توقعات نسبة التضخم لعام 2023 (7.5 بالمائة) انه تم الأخذ بحسب الاعتبار تركيبة سلة المستهلك الجزائري المكونة من العديد من السلع والخدمات المدعمة، بالإضافة إلى الآثار المنتظرة من التدابير التي اقترحتها الحكومة، خاصة المتعلقة بزيادة قدرة عرض المواد الغذائية والمنتجات الزراعية، وضبط ودعم أسعار المواد الاستهلاكية الأساسية من خلال المراجعة التناسلية لمعدل الحقوق العمومية.

ومن ضمن هذه التدابير -بولد- وزير المالية- خفض الحقوق الجمركية من 30 بالمائة إلى 5 بالمائة، على استيراد لحوم الأبقار والأغنام الطازجة الصورية المعبأة بالتفريغ وكذا المثلية تحية المستوردة

فخللا من "مواظبة الأسعار ومحاربة المضاربة في أسعار السلع، والتي من المتوقع أن تعمل على تخفيف حدة التضخم خلال الأشهر المتبقية من السنة الجارية".

ومن خفض الحقوق الجمركية على لحوم المستوردة وبأثر رجعي (ابتداء من اول مارس 2023) أكد هايد ان هذا الاجراء سيسهم "وفرة هذه المنتجات في السوق المحلية بأعمار مدروسة ومقبولة لاسيما خلال شهر رمضان المعظم، وهذا حفاظا على القدرة الشرائية للمستهلك".

نحو فتح وكالات بنكية بالولايات المستهدفة

وأشار هايد أيضا الى مسعى السلطات العمومية لترشيد الواردات الذي يمكن من خفضها من حوالي 60 مليار دولار سنة 2014 إلى أقل من 39 مليار دولار في 2023.

وفي رده على عدد من النواب الذين التروا مثل المشاريع الاستثمارية المجددة في عدد من الولايات اعاد وزير المالية انه قد تم خلال الفترة الأخيرة، رفع التجميد عن 782 عملية موزعة عبر التراب الوطني، برخص التزام تقدر بـ 1.272 مليار دينار.

وأوضح في ذات المنحى ان المبادرات بتقديم طلبات رفع التجميد عن العمليات الاستثمارية إلى وزارة المالية هي من صلاحيات القطاعات المعنية.

وفي إجابته على تدخلات بعض النواب الذين لفتوا لغياب وكالات بنكية على مستوى عدة من الولايات المستهدفة اعاد وزير المالية ان التحضيرات جارية لفتح فروع بنكية في الولايات التي لتقرر لهذه المرافق

وأضاف ان بلاد الفلاحة والتنمية الريفية مثلا له وكالات في الولايات السبع الجديدة وهي عين صالح والمنعمة وتقرت وتميمون وأولاد جلال والمغير وبني عباس فهما يمتلك البنك الوطني الجزائري ثلاث وكالات في جانت وتقرت وتميمون وكالة قيد الإنشاء في عين قزام.

ومن جهة اخرى وبخصوص عمليات التوظيف خاصة تلك المقررة للملادة حملة الماجستير والدكتوراه أكد هايد ان وزارة المالية تكلفت بهذه العملية بفتح 4.300 منصب مالي إسمائيا بعنوان سنة 2023، إضافة إلى 3.156 منصب مالي شاغر يحوز عليه قطاع التعليم العالي والبحث العلمي، أي ما يقارب 8.000 منصب مالي.

وفي مجال عصبة الخدمات الجبائية أكد وزير المالية ان الإدارة الجبائية تعمل لتفقيذ الالتزام رقم 22 لسيد رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون في شقه المتعلق بالرقمنة السريعة والكاملة للخدمات المتعلقة بالمضرائب حيث بلغ إجمالي عدد المصالح الجبائية المزودة بهذا النظام إلى 42 منها 41 مركزا للمضرائب و20 مركزا لجواريا للمضرائب بالإضافة إلى مديرية كبريات المؤسسات، وفي مداخلاتهم خلال مناقشة مشروع القانون ثمن عدد من النواب التدابير التي تضمنتها لخص خاصة تلك الموجهة لدعم القدرة الشرائية للمواطن عاضين إلى نجاعة أكبر في تطبيق التدابير التي من شأنها ضمان استقرار الاسعار ودعم وفرة المنتجات ذات الاستهلاك الواسع.

كما ثمن نواب آخرون بالاجراءات التسهيلية التي جاء بها مشروع القانون قصد التخفيف من الضغط الجبائي ومحاربة التهريب الضريبي مطالبين من جانب اخر برفع التجميد عن المشاريع المحلية بعدد من الولايات لاسيما في مجال الاشغال العمومية والنقل والصحة والشباب والرياضة.

تشديد مكافحة التهريب وتقليد العلامات

إيرادات جبائية التبغ تفوق 110 مليار دينار

والمشروبات الكحولية، تظهر الحصيلة أنه تم حجز 24377 خراطوشة من السجائر و1049 كغ و5672 خراطوشة من تبغ الترشق. وفي السياق تكشف بيانات صادرة عن مصالح الأمن، خلال الفترة الأخيرة، عن تمكن المجموعة الإقليمية التابعة للوحدات الخاصة للدرك الوطني بولاية الوادي، من حجز 14 ألف و999 علبة سجائر أجنبية مهربة إلى الجزائر، وكانت الكمية التي تم حجزها من علب السجائر الأجنبية المهربة إلى الجزائر تمت عبر المسالك الجنوبية والشرقية للبلاد.

وبناء على ذلك، قامت مصالح الأمن بوضع خطة محكمة عبر استغلال كافة المعلومات الواردة إلى مصالحها لتعطيل التهريب، والتي أسفرت عن توقيف مركبتين حاول سائقتهما الفرار، غير أن العملية انتهت بتوقيف المشتبه فيهما وتقدمهما إلى وكيل الجمهورية المختص إقليمياً بتهمة التهريب مع حجز الكميات سابقة الذكر من السجائر المهربة.

وفي سياق ذي صلة، تمكنت المصالح المختصة في مكافحة تهريب السجائر بولاية أواد جلال، بحر هذا الأسبوع، من حجز 199 ألف علبة من السجائر المهربة من نوع "الشيبي"، تم تمريرها إلى الجزائر عبر الحدود الجنوبية. وأسفرت العملية عن إلقاء القبض على أحد المهربين وحجز شاحنته، وتم بناء على ذلك تقديم المشتبه به لدى النيابة بتهمة التهريب وغسل الأموال وتمريض الصحة العامة للخطر.

حفيظ. ص

بزيادات الضرائب والرسوم، حيث تبرز صناعة التبغ ولكن غيرها أيضا على أن الرسوم المضاعفة والمرتفعة لمنتجات التبغ تدفع إلى بروز ظواهر الغش الضريبي. واستنادا إلى التقديرات الإحصائية لبنك الجزائر، فإن ناتج الرسم على الاستهلاك الداخلي للتبغ، أي إجمالي التحصيل، بلغ 104.6 مليار دينار في 2021 مقابل 90.8 مليار دينار في 2020.

علما أن الحكومة قدرت برسم قانون المالية التكميلي 2021 الرسم على الاستهلاك الداخلي بالنسبة للتبغ والجمعة بـ 113.93 مليار دينار مقابل 95.51 مليار دينار في تقدير قانون المالية 2021، و94.03 مليار دينار في قانون المالية 2020.

وقد قامت مصالح الجمارك الجزائرية في إطار مكافحة التهريب بمئات عمليات حجز خلال الثلاثي الأول من سنة 2023 وبالنسبة للتبغ والمنتجات التبغية

مليار دينار، وبلغت في 2021 حوالي 111.32 مليار دينار وتوقع قانون المالية 2022 تحصيلاً بقيمة 118.48 مليار دينار.

ويبقى القطاع ثاني أهم مصدر تحصيل ضريبي بعد المحروقات، لكنه يواجه أيضا تسريبا من جراء ارتفاع ظاهرة التهريب وتقليد العلامات التي قدرت من قبل مختصين في المجال بنحو 10 بالمائة من السوق في الجزائر أو ما قيمته يفوق 9 مليارات سنويا، وهو ما دعا خبراء إلى التنبيه إلى مضاعفات الضغط الجبائي وتثبيته المنظمة العالمية للصحة لتنامي التهرب من الضرائب والمواد التبغية، حيث تمثل فيها النشاطات غير الشرعية نسبة 10 في المئة من السوق المحلية. وقد لاحظت المنظمة إلى أن التهريب والغش الجبائي يشكّلان فعالية سياسات مكافحة، لا سيما تلك المتعلقة

● شددت السلطات العمومية في عمليات الرقابة على التبغ المهرب لتقليص كميات تمرير هذه المواد للسوق الجزائرية، حفاظا على صحة المواطن ولحماية الخزينة من التهريب الضريبي، فيما يساهم سوق التبغ في الجزائر في تحصيل ضريبي وجبائي معتبر فحسب تقديرات إحصائية، فإن الرسم على الاستهلاك الداخلي بالنسبة للتبغ يتعدى أكثر من 110 مليار دينار أو ما يعادل 815 مليون دولار. ويعد سوق التبغ في الجزائر من بين أهم الأسواق أيضا.

ويعد التبغ والمواد التبغية من بين أهم موارد التحصيل الجبائي، حيث قدرت مصالح الضرائب تحصيل الرسوم المطبقة على قطاع التبغ عام 2019 بنحو 63.231 مليار دينار. وقدرت الحكومة إيرادات الرسم الداخلي للاستهلاك للتبغ والمواد الكحولية برسم قانون المالية التكميلي 2020 بنحو 98.7

المديرية العامة للضرائب
أبواب مفتوحة حول مزايا الخدمات الرقمية

تحت شعار "الخدمات الرقمية من أجل تبسيط وتأمين نوعية الخدمة المقدمة للمواطن والكلفة بالفرنسية، تنظم المديرية العامة للضرائب، اليوم، أبوابا وطنية مفتوحة حول الخدمات الرقمية والمزايا التي تقدمها، وجاء في بيان المديرية العامة للضرائب، أن هذه الأبواب المفتوحة، التي ستقام على مستوى مديريات كبرى المؤسسات بالجزائر العاصمة وكل المديريات الولائية للضرائب، تهدف إلى "التعريف بالخدمات الرقمية المقدمة للمواطنين والكلفين بالضريبة، وبناء علاقة جوارية معهم لترقية الوعي الجبائي، وكذا للتحسيس حول كيفية استعمال هذه الخدمات، وللتعريف بالمزايا التي توفرها الإجراءات الجبائية من بعد، إضافة إلى التعريف بالتسهيلات الممنوحة المتعلقة بالتزقيم الجبائي". وتتمحور الخدمات الرقمية التي تقدمها المديرية العامة للضرائب، حول التزقيم الجبائي والمصادقة على الرقم التعريفي الجبائي والإجراءات الجبائية عن بعد، من خلال تطبيق "جبائتك" و"مساهمتتك"، إضافة إلى خدمات أخرى متاحة عبر الموقع الإلكتروني للمديرية، تتعلق بتصفیح أو تحميل الوثائق والاستمارات الجبائية أو بالتكفل بكل الشكاوى ومطالبات الاستفسارات عبر روابط الاتصال الرقمية الخاصة، حسب نفس البيان، للإشارة، يتزامن تنظيم هذه الأبواب المفتوحة، التي أضلنت عنها المديرية العامة للضرائب، مع إطلاق النظامين "جبائتك" و"مساهمتتك" على مستوى العديد من المراكز التابعة للمديرية، التي أكلت لتواصل مساعيها لعسرة مصالحها، بضيف البيان، وأشارت إلى أنها سطررت كل طاقاتها المادية والبشرية لتجسيد الأهداف المسطرة.

ل. قشيل

حسب رئيسة قسم الصيرفة الإسلامية

البنك الوطني الجزائري يدرس تمويل مشاريع استثمارية هامة

• المنحى التصاعدي لنشاط الصيرفة الإسلامية شجع على فتح وكالات مخصصة حصريا لهذا النشاط

كشفت رئيسة قسم الصيرفة الإسلامية بالبنك الوطني الجزائري، أمينة عثمانية، أن البنك يدرس تمويل مشاريع استثمارية هامة عبر بوابة الصيرفة الإسلامية. وذلك بعد تسجيل نمو مشجع لهذا النشاط منذ إنطلاقه سنة 2020.

وأوضحت رئيسة قسم الصيرفة الإسلامية بالبنك الوطني الجزائري أن اللجنة المركزية لدراسة التمويلات الإسلامية على مستوى البنك تقوم بدراسة تمويل مشاريع جد مهمة لافتة إلى أن الصيرفة الإسلامية سمحت، منذ إنطلاقها في 4 أوت 2020 وإلى غاية منتصف شهر سبتمبر الماضي، بتمويل مشاريع يجري اتخاذها «سنتج الاعلان» عنفاً خلافاً الأشهر القاعدية، في إطار المساهمة في معنى تطوير الاقتصاد الوطني.

وذكرت مسؤولة البنك في تصريح لـ «أج» أن قيمة التمويلات، خلال هذه الفترة، بلغت 8 ملايين دج، فيما بلغت الأيداعات 30 مليار دج، مع تسجيل

فتح 50 ألف حساب، ويحوي البنك 78 نقطة بيع ما بين وكالات وتوافذ إسلامية على مستوى الوكالات الكلاسيكية، ستضاف لها خمس وكالات جديدة قبل نهاية السنة، حسب عثمانية التي أكدت برمجة مشاريع أخرى سنة 2024، وأشارت إلى أن المنحى التصاعدي لنشاط الصيرفة الإسلامية بالبنك شجعنا على الاستثمار في فتح وكالات مخصصة حصريا لهذا النشاط، ولفتت المسؤولية إلى أن عدد منتجات الصيرفة الإسلامية بالبنك ارتفع من تسعة سنة 2020 إلى 15 منتجاً حالياً، مع الاستعداد لإطلاق منتجات جديدة يعد استصدار رخصة تسويقها من بنك الجزائر، والمعالي، على منتجات أخرى، ومن بين المنتجات الجديدة، تضيف رئيسة قسم الصيرفة الإسلامية بالبنك الوطني الجزائري، يوجد منتج «السلام» المخصص لدورة الاستغلال للمؤسسات والمهنيين، وكذا منتج «الاستصناع» الذي نأمل أن يكون على مستوى الوكالات قبل نهاية السنة الحالية.

وأوضحت المتحدثة أن منتج «الاستصناع» يشجع تمويل المرشدين العقاريين، مؤسسات الإنتاج والبناء، التهيئة، واقتناء السكنات على التصاميم بالنسبة للأفراد، باعتبار أن المنتجات المتوفرة حالياً (المرابحة والإجارة) تتيح تمويل اقتناء السكنات المنتهية.

وفي نفس السياق، أكدت عثمانية على أهمية التدابير التي جاء بها القانون النضدي والمصرفي الجديد، لاسيما من ناحية السماح بفتح بنوك إسلامية، وكذا إطلاق الصكوك الإسلامية التي ستستكمل، مثلما تكثرت بناء المنظومة المعالنية الإسلامية، بعد الصيرفة والتأمين التكافلي، حيث أن الصكوك تسمح للبنوك وشركات التأمين التكافلي باستعمال الأموال المودعة في إطار الصيرفة.

ل. فضيل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger